

RAPPORT N°2024/5-24
Au Bureau Communautaire
en séance du Jeudi 31 Octobre 2024

OBJET

Avis de la CINOR sur la convention relative à la mise à disposition de réserviste(s) entre la gendarmerie nationale et le Syndicat Mixte « Ile de la Réunion Mobilité » représentant les AOM membres

La CINOR, en sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité pour les communes de Saint-Denis, de Sainte-Marie et de Sainte-Suzanne, est membre de droit du Syndicat Mixte des Transports de la Réunion (SMTR) nouvellement dénommé Ile de la Réunion Mobilités (IDRM).

Dans le cadre des travaux de l'Observatoire de la sécurité dans les transports publics, piloté et animé par le SMTR-Ile de La Réunion Mobilités, le sujet du renforcement de la sécurité dans les transports en commun est de plus en plus nécessaire.

Un projet de conventionnement entre l'IDRM et la Gendarmerie nationale est envisagé pour faire intervenir la Brigade Modulaire de sécurité (BMS – réservistes de la gendarmerie), sous réserve d'un cofinancement entre AOM (Autorités de la Mobilité).

Les missions de sécurisation décrites seront réalisées par l'engagement de patrouilles de réservistes opérationnels de la gendarmerie nationale, chacune composée en moyenne de 9 militaires « réservistes » pour un volume de maximum de 474 jours-réserve, non consécutifs, par année civile.

Dans cette convention, l'intervention globale de la BMS est valorisée à hauteur de 125 000€ par an, représentant le coût de mobilisation des réservistes de la Gendarmerie Nationale.

Ces dépenses prennent en compte l'ensemble des frais réels constitués notamment :

- des **dépenses de rémunération**, contributions sociales comprises, des réservistes mis à disposition ;
- des **indemnités de mission des réservistes** : indemnités d'alimentation et indemnités kilométriques de déplacement.

La Région Réunion a annoncé participer à hauteur de 50% des coûts de prise en charge de ces activités de sécurisation, soit 62 500€, l'autre moitié étant soumise à l'accord préalable des 5 EPCI/AOMD, soit : $62\,500\text{€} / 5 = \mathbf{12.500\text{€} / an}$ **pour les AOM.**

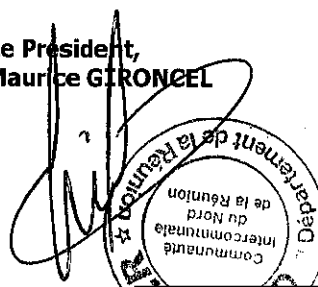
L'attestation d'assurance couvrant les moyens engagés par la gendarmerie nationale devra être communiquée à la gendarmerie à la signature de la présente convention dont une copie de celle de la CINOR est jointe au présent rapport.

L'analyse juridique de la mise en place de cette convention montre qu'il n'y a pas d'obstacle juridique ou réglementaire pour sa mise en place.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Donner un avis sur la convention relative à la mise à disposition de réservistes entre la gendarmerie nationale et le Syndicat Mixte « Ile de la Réunion Mobilité » représentant les AOM membres.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Avis de réception en préfecture
974-24970119-20241031-BC2024-5-24-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**DECISION N° 2024/5-24
du Bureau de la Communauté
En séance du 31 octobre 2024**

OBJET

Avis de la CINOR sur la convention relative à la mise à disposition de réservistes entre la gendarmerie nationale et le Syndicat Mixte « Ile de la Réunion Mobilité » représentant les AOM membres

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n°2024/5-24 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE UNIQUE

De donner un avis favorable sur la convention relative à la mise à disposition de réservistes entre la gendarmerie nationale et le Syndicat Mixte « Ile de la Réunion Mobilité » représentant les AOM membres.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-24-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024